



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 329 du 7 avril 2024

Au sommaire :

- **Quand Macron-Attal-Le Maire veulent renforcer le transfert des richesses du Travail vers le Capital au nom de la dette** - Galia Tépère
- **Israël et les USA mettent le monde sous la pression de leur folle escalade guerrière** - Yvan Lemaître
- **Pour garantir un toit pour tous, en finir avec la finance et la spéculation immobilière** - Laurent Delage

Quand Macron-Attal-Le Maire veulent renforcer le transfert des richesses du Travail vers le Capital au nom de la dette

Cela fait maintenant plusieurs semaines que le gouvernement invoque les déficits et la dette pour annoncer de nouvelles attaques contre les services publics, la protection sociale, les couches les plus pauvres de la population. Le 26 mars dernier, Attal et Le Maire ont même fait mine de découvrir un déficit en 2023 plus important qu'annoncé, de 5,5 % contre les 4,9 % envisagés officiellement jusqu'alors.

Étaient déjà en chantier une offensive sans précédent contre les chômeurs, la suppression de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), des réductions budgétaires en 2024 de 10 milliards supplémentaires et de 20 milliards au minimum en 2025...

Depuis l'annonce de ce déficit prétendument inattendu de 5,5 %, Attal et Le Maire rivalisent de bonnes idées pour prendre encore plus dans la poche des plus pauvres - une nouvelle réforme de l'assurance chômage, une réduction des indemnités journalières en cas d'arrêts-maladie ou, préconisée par Le Maire, une « TVA sociale » remplaçant les cotisations sociales payées par les patrons, une partie du salaire, par une augmentation de la TVA. Le tout accompagné de propos moralisateurs insupportables laissant entendre que les victimes mêmes de leur politique toute entière dévouée aux intérêts des grands groupes capitalistes seraient des « assistés » et se complairaient dans le chômage.

Alors que 43 % seulement des inscrits au chômage sont indemnisés et qu'il y a plus de 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, les grandes fortunes prospèrent. Selon le classement Forbes 2024, Bernard Arnault, patron du conglomérat du luxe LVMH, est l'homme le plus riche

du monde avec 215 milliards d'euros et les dix nouveaux milliardaires français sont pour la plupart des héritiers de familles riches comme les enfants Dassault. Voilà qui sont les véritables « assistés », on ne peut plus parasitaires, en faveur desquels Macron et ses ministres mènent leur offensive contre la population.

Des groupes capitalistes sous perfusion de l'État

A la Bourse de Paris, on sabre le champagne, l'indice du CAC40 a pulvérisé tous ses records à plus de 8000 points, les profits de 38 des 40 sociétés qui y sont cotées ont explosé, à plus de 153 milliards d'euros pour l'année 2023. Les mêmes groupes reversent les deux tiers de ces bénéfices à leurs actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions. Mais rien n'est dit, dans les médias aux ordres, du parasitisme de ces multinationales qui ont grossi leurs bénéfices en augmentant sans retenue ni contrôle leurs marges, nourrissant une inflation qui appauvrit la population. Ils font peser sur leurs sous-traitants et leurs fournisseurs un maximum de charges et paient en France des montants d'impôts dérisoires, tel TotalEnergies, près de 20 milliards de bénéfices et... 320 millions d'euros payés au fisc.

C'est que l'État, le gouvernement, consacrent l'essentiel de leur activité à ce qu'ils appellent « l'attractivité de la France ». De telle sorte que ces multinationales peuvent non seulement vampiriser le travail des salariés de toutes les entreprises qui font partie des chaînes de production sous leurs ordres mais également concentrer entre leurs mains des montants toujours plus formidables d'argent public sous forme de crédits d'impôts, de subventions,

d'exonérations de cotisations sociales... L'ensemble des aides de l'État et des collectivités territoriales au secteur privé se monte ainsi à 200 milliards d'euros par an depuis 2019 selon une étude de l'IREC.

La dette publique, une manne pour le Capital

Ce soutien de l'État aux groupes capitalistes a toujours existé mais il a pris la forme depuis quelques années d'un véritable transfert des richesses créées par les travailleurs vers le Capital, alimentant une croissance inédite de la dette publique. Celle-ci est passée de 233 milliards d'euros en 1985 à 1370 milliards en 2008, 2650 milliards en 2020 et 3101 milliards fin 2023.

Ce puits de la dette, creusé par les multiples aides évoquées plus haut l'est en outre aussi par les intérêts payés chaque année aux multiples fonds et groupes capitalistes qui prêtent de l'argent à l'État. A cette rente, s'ajoutent les spéculations basées sur les produits financiers qui en sont dérivés.

Une solution qui semble de bon sens consisterait à taxer les grandes entreprises, les profits, ne serait-ce qu'en rétablissant les taux d'imposition qui existaient il y a quelques décennies. C'est somme toute ce que proposent LFI, le PC, Attac, les antilibéraux en prônant un gouvernement élu sur ce programme et, ajoutent-ils, appuyé par les luttes.

Cette conception qui fait procéder les décisions des gouvernements de choix politiques, mauvais ou malfaisants, est sur le fond complotiste. Elle prétend que la politique de l'État dépendrait de quelques machinations entre les capitalistes avides et les politiciens serviles. Certes, ce n'est pas entièrement faux mais le fond du problème n'est pas là, il est dans la logique même, organique du système. Le développement du capitalisme s'est toujours nourri de la dette publique, il n'y a pas de capitalisme vertueux.

Cela est encore plus vrai aujourd'hui alors que le capitalisme est mondialisé, dirigé par une oligarchie financière de plus en plus parasitaire et concentrant une masse sans cesse croissante de capitaux entre ses mains. Les décisions des gouvernements obéissent aux besoins d'un capitalisme qui s'est étendu à toute la planète, qui ne peut se maintenir qu'en valorisant par toujours plus de profits l'énorme masse de capitaux en circulation. Les capitaux spéculatifs anticipent la production de profit qui ne peut venir que du travail humain et ne peut se réaliser que par la vente de ses produits sur le marché de la consommation. Or la machine à profits s'essouffle, ne peut se maintenir que par la dépossession, la régression sociale, voire la guerre.

Abrogation de la dette, monopole public bancaire, contrôle des travailleurs sur l'économie et les comptes de l'Etat

Les gouvernements, tout en se servant de la dette comme d'un moyen -et conséquence- pour subventionner à fonds perdus les capitalistes, sont obligés de la contenir dans certaines limites. Elle n'est pas un simple prétexte pour faire les poches des travailleurs, les Etats doivent faire la preuve auprès des marchés financiers qu'ils sont capables d'assurer l'augmentation incessante des profits par la baisse des coûts de production, les bas salaires, l'abaissement de la protection sociale et des dépenses publiques qui ne servent qu'à la population.

Il n'y a d'issue à ce cercle vicieux que dans l'abrogation de la dette, la prise de contrôle par les travailleurs, la population, de tout le système bancaire et financier par la création d'un monopole bancaire public, le contrôle des comptes des entreprises et de l'État.

Galia Trépère

Israël et les USA mettent le monde sous la pression de leur folle escalade guerrière

Trois frappes de drones ont ciblé, lundi dernier, un convoi de l'ONG World Central Kitchen, qui avait pour-tant coordonné avec Tsahal son trajet, tuant sept travailleurs humanitaires. Ce drame est survenu quelques heures après que l'armée israélienne a annoncé la fin de son attaque contre l'hôpital al-Shifa, le plus grand de la bande de Gaza, transformé en champ de la mort, des centaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants à l'intérieur et autour de l'hôpital. Et Israël continue les bombardements contre la population de Gaza, déplacée, démunie, sans abris, affamée.

Malgré cette horreur continue, les USA se sont abstenus lors du vote sur la résolution adoptée le 25 mars par le Conseil de sécurité de l'ONU qui se limitait à appeler à « un cessez-le-feu immédiat pour le mois de Ramadan » ! Washington ne voulait pas contrarier Israël qui accuse l'ONU d'être devenue « un organisme antisémite et anti-

israélien qui protège et encourage la terreur » et vient, par ailleurs, d'interdire en Israël Al Jazeera, seule chaîne en mesure d'apporter des informations de Gaza !

Les USA fournissent toujours à Israël armes et munitions tout en tentant d'imposer à Netanyahu des concessions humanitaires. Nous sommes loin de la rupture, tout démontre que les USA et Israël conduisent la guerre conjointement.

Le ministre de la « Défense » israélien, Yoav Galant, reçu à Washington, a affirmé une nouvelle fois son intention d'envahir Rafah. L'objectif a été réaffirmé ce dimanche alors que Tsahal annonçait le retrait de toutes ses troupes du sud de la bande de Gaza privilégiant dorénavant des actions ciblées. Galant s'est coordonné avec l'administration Biden sur la manière d'opérer tout en laissant croire qu'il tenait compte des préoccupations dites humanitaires de celle-ci. Il poursuit sa guerre après avoir une nouvelle

fois reçu le soutien de Kirby, porte-parole de la Maison Blanche (NSC) : « *Bien sûr, nous soutenons toujours Israël. En fait, alors que vous et moi parlons, nous fournissons toujours des outils et des capacités, des systèmes d'armes, afin qu'Israël puisse se défendre.* »

Derrière l'hypocrisie humanitaire, les manœuvres militaires des USA

Les velléités humanitaires de Biden ne sont que faux semblants et mensonges, double langage d'une politique qui ne peut assumer ses réels objectifs. L'aide humanitaire qui transite par voie terrestre est délibérément bloquée par Israël. Il suffirait aux Etats-Unis de contraindre le gouvernement sioniste à ouvrir les frontières pour permettre l'acheminement des vivres. Israël, à dessein, est en train de créer une crise humanitaire telle qu'il ne pourra plus y avoir d'autre option que la mort ou la déportation.

Biden a annoncé que les forces américaines se lançaient dans la construction d'un port « *temporaire* » au large de la bande de Gaza, un chantier maritime qui nécessite plus de deux mois de travaux pour être opérationnel.

Qui peut croire que la construction de ce port n'aurait d'autre objectif que de permettre d'acheminer l'aide humanitaire supervisée... par l'armée israélienne ? Vouloir acheminer de l'aide par voie maritime n'a pas de sens alors qu'il suffirait de permettre aux centaines de camions qui attendent aux portes de Rafah d'entrer dans la bande de Gaza.

Tout laisse à penser que ce « *port temporaire* » répond à d'autres objectifs qui expliquent le soutien d'Israël qui voit en lui la possibilité d'expulser après son offensive sur Rafah une partie des Palestiniens condamnés à partir sans autre possibilité. La droite israélienne militant pour « *le grand Israël* » s'en revendique.

Il obéit aussi à des objectifs à plus long terme. Le port sera établi dans la zone maritime riche en hydrocarbures que seuls les États-Unis ont les moyens d'exploiter. La guerre n'est pas étrangère à ces préoccupations. En effet le contrôle des ressources en gaz naturel offshore appartient légalement à l'État palestinien. Israël n'a jamais permis à l'Autorité palestinienne d'y avoir accès bien que ces ressources en gaz naturel aient été découvertes en 2000.

Et par ailleurs ce port pourrait aussi servir militairement aux USA en cas de difficultés d'Israël et d'extension de la guerre.

Israël, fer de lance de l'offensive militaire des puissances occidentales

La guerre d'Israël répond aux intérêts des USA et de leurs alliés. La contribution sans limite de ces derniers à l'effort de guerre d'Israël n'est pas simplement au service des marchands d'armes mais participe d'une politique plus globale des grandes puissances occidentales dont l'hégémonie mondiale est, de fait, contestée par le développement économique des anciens pays coloniaux qu'elles ont exploités et pillés durant des siècles.

Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a adopté le 5 avril, à Genève, une résolution, exigeant l'arrêt des ventes d'armes à Israël, avec 28 voix pour, 6 contre (Argentine, Bulgarie, Allemagne, Malawi, Paraguay, États-Unis) et 13 abstentions dont la France. Voilà qui juge les préoccupations humanitaires des USA et aussi de la France.

Les Etats-Unis versent 3,8 milliards de dollars d'aide militaire annuelle à Israël. Ils ont autorisé ces derniers jours le transfert de plusieurs milliards de dollars de matériel militaire et Biden projette de lui accorder une rallonge exceptionnelle de plus de 14 milliards.

Le total des dépenses militaires américaines représente 39 % du total des dépenses militaires mondiales, soit l'équivalent de celles des 11 pays suivants réunis.

Face au relatif déclin de sa position hégémonique dans le monde, les USA développent une politique étrangère agressive que reflète son énorme budget militaire et qui s'exprime dans l'unanimité des deux principaux partis, Démocrate et Républicain, sur la nécessité de contrer ce qu'ils considèrent comme la menace croissante de la Chine et de soumettre ses alliés potentiels que sont la Russie, l'Iran, la Corée du Nord.

Leur implication dans la folle et destructrice aventure guerrière de Netanyahu ainsi que dans la guerre d'Ukraine s'inscrit dans cette logique qui façonne la situation internationale où le droit est réduit à la loi du plus fort dans toute sa brutalité nue et renforce le camp du militarisme et de la réaction.

Vers une guerre régionale, nouvelle étape de la mondialisation du militarisme ?

Cette politique des grandes puissances laisse les mains libres à Israël au risque d'une extension de la guerre à l'ensemble du Moyen-Orient. Depuis le 7 octobre, les affrontements à la frontière entre le Liban et Israël, où 10 500 casques bleus sont déployés, se sont multipliés entre Tsahal et le Hezbollah.

Lundi 1^{er} avril, un raid israélien a détruit la section consulaire de l'ambassade iranienne à Damas, faisant treize morts, dont sept parmi les Gardiens de la révolution d'Iran. L'attaque était un véritable acte de guerre puisqu'elle violait l'espace aérien syrien avant de frapper un bâtiment consulaire iranien, considéré comme un territoire iranien en vertu du droit international. Ce raid aérien sur le territoire syrien est le cinquième en une semaine.

Téhéran a promis de riposter alors que le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a lancé une mise en garde : « *Israël attaque partout au Moyen-Orient [...] Nous devons nous préparer à tout scénario [...] nous savons protéger notre population et répliquer à nos ennemis* ».

Engagé dans une « *guerre multifront* », Israël a accentué les déséquilibres régionaux, frappant la Syrie, l'Égypte, le Liban, le Yémen, l'Irak et l'Iran. Pratiquement tous les alliés de l'Iran dans le dit « *axe de la résistance* » se sont engagés dans des actions militaires à différentes échelles, que ce soit le Hezbollah au Liban ou les milices liées au

régime iranien en Syrie, en Irak et en Jordanie. Les Houthis ont intercepté et attaqué avec des drones des navires commerciaux ayant des liens avec Israël ou ses alliés dans la mer Rouge, en réponse à quoi les États-Unis et la Grande-Bretagne ont bombardé le Yémen.

Les USA et leurs alliés ont parfaitement conscience de cette logique. Ils souhaitent en garder la maîtrise, éviter des dérapages incontrôlés mais ils en sont partie prenante. S'assurer le contrôle du Moyen Orient est pour eux décisif dans leur stratégie contre la Chine qui passe par soumettre l'Iran. Les provocations d'Israël dans sa « *guerre multifront* » leur servent à tester les rapports de force, les capacités de réaction de leurs ennemis au risque du dérapage et d'être contraints d'intervenir directement contre l'Iran. Ils parient sur le fait que la pression d'Israël et leur menace suffiront à faire plier le régime des mollahs impopulaire et contesté. Mais rien n'est sûr et ils sont prêts, si ce pari s'avérait erroné, à s'engager directement aux côtés d'Israël.

Israël dans le piège du sionisme

Ainsi, l'État sioniste en conditionnant son existence à sa soumission aux intérêts des vieilles puissances impérialistes qui l'ont porté sur les fonds baptismaux, à une politique colonialiste au mépris des Palestiniens, loin d'apporter la sécurité à la population d'Israël, l'enferme dans une politique militariste sans fin qui la soumet à l'extrême droite et aux religieux. Cette contradiction prend un caractère aigu et tarabouste la vie politique en Israël. Une large fraction de la population, la jeunesse s'inquiètent, confrontées à une guerre dont personne ne voit l'issue. Même si elle reste sans autres perspectives et n'est pas en mesure de briser le piège du sionisme, la contestation provoquée par la barbarie sans nom d'une guerre sans issue cible Netanyahu considéré comme responsable. « *Netanyahu doit partir !* », « *Élections !* », « *Ramenez les otages maintenant !* », scandaient des milliers de manifestants, ce week-end encore, autour de la Knesset, le parlement, à Jérusalem.

Cette contestation tétanisée par le traumatisme du 7 octobre et l'illusion que la puissance militaire d'Israël leur permettra de retrouver l'équilibre fragile d'avant, reste prisonnière du consensus sioniste, de la loi ségrégationniste votée en 2018 qui définit Israël comme « *L'Etat-nation du peuple juif* ».

Et pourtant, il n'y a pas d'autre issue pour les classes populaires d'Israël qu'une politique qui rompt avec le poison du sionisme pour construire l'unité des opprimés et imposer le respect des droits de chacun. Un peuple qui en opprime un autre n'est jamais libre et devient l'instrument de ses propres ennemis, se fait son propre geôlier.

Le Hamas s'excuse d'une politique criminelle pour mieux la poursuivre

Cela suppose que le peuple palestinien, lui-même pris au piège sanglant du nationalisme, s'émancipe de la tutelle de ses faux amis, les régimes arabes qui ont

instrumentalisé sa lutte pour leurs propres intérêts en l'enfermant lui aussi dans un piège dont le Hamas est le produit et l'instrument.

Ce dernier vient, dans un communiqué, de « *présenter ses excuses* » pour les difficultés et les souffrances causées par la guerre provoquée par l'attaque du 7 octobre 2023. Il réaffirme dans le même temps sa volonté de poursuivre cette guerre pour « *la victoire et la liberté* » des Palestiniens.

Les dirigeants du Hamas ne pouvaient pas ignorer ce que serait la riposte d'Israël à l'attaque du 7 octobre décidée sans que la population soit le moins du monde consultée, hors de son contrôle. Ils sont obligés de s'excuser aujourd'hui dans la seule intention de continuer une politique qui contribue à creuser toujours plus le fossé de sang voulu par l'État d'Israël entre les deux peuples. Les Palestiniens ne sont pour eux et leurs protecteurs qataris qu'une masse de manœuvre pour négocier leurs propres intérêts de parti nationaliste, religieux, réactionnaire.

Une politique progressiste, démocratique, soucieuse des droits nationaux et des intérêts des Palestiniens œuvrerait à unir les masses pauvres aux prolétaires de toute la région y compris d'Israël.

Le soutien au peuple palestinien, combattre notre propre capitalisme et ses alliés de l'Otan

La bataille pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien implique une rupture avec les régimes nationalistes bourgeois arabes ainsi qu'avec le Hamas pour construire l'unité des classes opprimées palestiniennes, arabes mais aussi d'Israël. La reconnaissance des droits nationaux et démocratiques des Palestiniens passe par la reconnaissance des mêmes droits pour les Israéliens et les uns et les autres ne pourront les conquérir qu'en rompant avec le piège du nationalisme et de la logique guerrière dont les grandes puissances occidentales portent la responsabilité ainsi que leur allié l'État sioniste et les régimes arabes réactionnaires et corrompus. Les seules à pouvoir vaincre le sionisme d'un point de vue démocratique, progressiste sont les masses arabes, israéliennes et palestiniennes dans la lutte pour le socialisme.

Cette perspective peut sembler hors de portée mais il n'y en a pas d'autre. Elle dépend pour beaucoup des classes opprimées du Moyen Orient mais aussi des prolétaires des grandes puissances dont Israël est l'allié qui sont en réalité les maîtres du jeu sanglant qui se déroule depuis des décennies au Moyen orient. La logique coloniale et impérialiste dresse les peuples les uns contre les autres et les gouvernements voudraient aussi nous dresser contre les opprimés des pays du Moyen Orient ou nous associer à leur politique criminelle menée conjointement avec l'État sioniste. Il ne peut être question d'être complices de cette politique criminelle qui échappe à tout contrôle et nourrit sa propre logique destructrice à l'image de la machine capitaliste.

Les prolétaires des puissances occidentales n'ont aucune raison d'être solidaires de leurs propres exploités. Leur solidarité avec le peuple palestinien s'exprime et se manifeste derrière le drapeau de tous les opprimés, le drapeau rouge, sans concession au nationalisme quel qu'il soit. Elle

affirme contre notre propre bourgeoisie et son Etat qu'ici comme au Moyen Orient l'avenir appartient à l'union des travailleurs et des peuples contre les profiteurs et les faiseurs de guerre, les parasites du capital.

Yvan Lemaitre

Pour garantir un toit pour tous, en finir avec la finance et la spéculation immobilière

Le 1^{er} avril, la *Plateforme Logement pour Tou-te-s*, qui regroupe des associations comme le DAL, la CNL et des organisations syndicales, appelait à manifester à l'occasion de la fin de la trêve hivernale. Une urgence sociale alors que 140 000 personnes seraient expulsables, principalement pour impayé de loyer. En 2023, 21 500 ménages ont été mis à la rue par intervention policière, une progression de 23 % par rapport à 2022 qui était déjà une année record. A titre de comparaison, il y en avait 6 337 en 2001 !

Cette « trêve hivernale » est toute relative, car les expulsions de squats, de bidonvilles ou de campements se poursuivent toute l'année. *L'Observatoire des expulsions collectives des lieux de vie informels* en a dénombré 1 111 sur 2023, au travers d'opérations policières de plus en plus violentes.

La situation s'aggrave encore avec les JO de Paris. Alors que les Airbnb flambent à plus de 1000 € la nuit en moyenne, certains propriétaires n'hésitent pas à rompre des baux en toute illégalité pour expulser leurs locataires et profiter de l'aubaine. Et pendant ce temps, Darmanin opère le « *nettoyage social* » à proximité des sites olympiques. D'après le collectif *Le Revers de la Médaille*, 500 expulsions ont eu lieu en 4 mois et demi, autant que sur toute l'année 2023 et sans solution de relogement !

Alors que la crise du logement frappe lourdement les plus précaires, les lois Kasbarian-Berger condamnent jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende les sans-abris occupant des logements vides, ou à 7 500 € les locataires qui restent dans leur logement à l'issue d'une procédure d'expulsion. Une loi anti-pauvres de défense des propriétaires et des intérêts privés !

En France comme à l'échelle internationale les capitalistes comme les gouvernements sont incapables de faire face aux besoins en logements des travailleur-es qui affluent dans les grandes villes. La Chine en est l'illustration la plus extrême, avec l'explosion de la bulle immobilière et la chute des plus gros promoteurs du pays, Country Garden et Evergrande.

Une situation qui rend particulièrement actuels les mots d'Engels en 1872, dans *La Question du Logement* : « *Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction (...)* Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un

hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble ».

Une politique qui conduit à l'explosion de la précarité et de la pauvreté

« *La bombe sociale du logement a explosé* » titre le rapport 2024 de la fondation Abbé Pierre. Le pays compte 4,1 millions de personnes mal logées et 12,1 millions en grande difficulté (loyers trop chers, impayés, copropriétés à l'abandon, insalubrité, froid...). Le nombre de sans-abris est passé de 142 000 à 330 000 entre 2015 et 2023.

Pour une grande partie des travailleur-es, se loger devient de plus en plus difficile voire impossible, en particulier dans les grandes villes. D'après Oxfam, les prix de l'immobilier se sont envolés de 125,6 % entre 2001 et 2020. Quant aux loyers, ils ont grimpé de 36,5 % sur la même période.

Le logement est devenu le poste de dépenses le plus important. Il atteint 23 % du revenu brut des ménages, contre 9,5 % en 1960 ! Et ces chiffres sont des moyennes qui masquent de fortes différences. Aujourd'hui, les 25 % ménages les plus pauvres doivent consacrer 37,5 % de leurs revenus au logement et même plus de 42 % quand ils sont locataires dans le privé !

Les listes d'attente de logements sociaux battent des records avec 2,6 millions de demandes, en même temps que leur construction tombe au plus bas. Seulement 85 000 logements sociaux ont été construits en 2023, le pire résultat depuis 2005 !

A ce désengagement de l'Etat s'ajoute la crise dans la construction de logements neufs qui provoque un blocage de tout le secteur. L'augmentation des taux d'intérêts, qui sont passés de - 0,5 % à 4 % entre 2019 et 2023, a provoqué une diminution importante des crédits, aggravée par l'inflation des prix des matériaux de construction.

Tout le secteur immobilier est touché au point qu'en 2023, les mises en chantier ont chuté de 22 % par rapport à 2022. On est loin des déclarations ronflantes de Macron ou d'Attal promettant « *un grand choc de l'offre* » pour le logement ! Des déclarations vides pour masquer à quel point les capitalistes et l'Etat n'ont que faire de résoudre la question du logement des classes populaires. La seule chose qui compte pour eux, protéger les intérêts privés face à la crise du logement qui s'approfondit.

Le gouvernement protège la spéculation et les promoteurs

Tout un symbole, Attal a nommé au logement Kasbarian, ministre « *du délogement et de l'immobilier* » comme l'a qualifié le DAL.

En plus de sa loi anti-squat, il s'était illustré en juillet dernier en baissant la hauteur minimale légale pour louer un logement de 2,20 m à 1,80 m. Une aubaine pour les marchands de sommeil qui peuvent louer garages ou sous-sols en toute légalité. Hilare, la ministre Marie Lebec avait même plaisanté : « *1,80, moi je passe* » !

Depuis, Kasbarian a pondu une loi pour accélérer les transformations de bureaux en logements. De quoi satisfaire les promoteurs immobiliers qui se retrouvent avec des bureaux invendus en région parisienne. Par contre, pas question de réquisitionner ces surfaces inutilisées pour loger ceux qui dorment à la rue ou dans des campements !

Autre mesure de ce gouvernement qui promet d'aller chercher les logements « *avec les dents* », Kasbarian veut reclasser plus de 800 communes en « *zone tendue* », dans le but de favoriser la construction privée de logements neufs.

Rien pour le logement social, ni pour loger les classes populaires. Le gouvernement ne vise qu'à soutenir les promoteurs, le marché immobilier, les groupes financiers du secteur, qui du coup maintiennent des prix très élevés malgré la chute du nombre de constructions.

Dès son discours de politique générale, Attal a annoncé la remise en cause de la loi SRU, qui prévoit l'obligation pour certaines communes de disposer d'au moins 25 % de logements sociaux. Alors que la loi SRU n'a jamais été bien sévère, puisque 54 % des communes concernées ne la respectent pas, Attal veut intégrer le « *logement intermédiaire* », plus cher, dans le calcul du logement social. Une façon d'amplifier cette fuite en avant visant à ne tabler que sur le secteur immobilier privé, de plus en plus financiarisé.

Le logement aux mains de la finance

Ce désengagement de l'Etat du logement social ne date pas de Macron. Il s'est mené sous les gouvernements successifs, en toute cogestion de la gauche avec la droite au niveau des collectivités locales. Ainsi les démolitions-constructions lancées par Borloo sous Sarkozy et qui se poursuivent aujourd'hui, ont conduit au renforcement du secteur privé dans la construction de logements collectifs qui n'ont plus rien à voir avec les logements sociaux.

Cette politique a permis à des sociétés financières de s'installer dans le secteur immobilier, de bureaux d'abord, mais aussi de logements. Une évolution qui s'est accélérée au niveau international, en particulier lors de la crise de 2008, après laquelle des gestionnaires d'actifs financiers ont pu racheter de l'immobilier à bas prix.

En France, des sociétés de gestion de portefeuille (Blackstone, Axa REIM ou Amundi lié au Crédit Agricole) créent

des fonds immobiliers en sollicitant des compagnies d'assurance, des fonds de pension ou des investisseurs privés. Des foncières cotées en bourse, comme Gecina ou Klépierre, permettent à leurs actionnaires de mettre la main sur des centres commerciaux, des bureaux, des logements.

En plus de la spéculation sur la revente, cette financiarisation du logement permet de faire du fric sur les loyers ou les services fournis aux locataires qui rapportent de juteux profits avec l'explosion des appartements pour étudiants ou pour personnes dépendantes. Un géant comme Orpéa détient ainsi près de 100 000 lits aujourd'hui dans le monde !

Le logement devient une classe d'actifs financiers comme les autres, qui doivent rapporter davantage d'année en année. Une évolution qui amplifie la gentrification pour augmenter les loyers dans les centres-villes ou la construction dans les zones géographiques les plus rentables et pas là où il y a des besoins à satisfaire. Il n'y a pas de politique de logement pour les classes populaires dans un tel système soumis à la pression de la rentabilité la plus immédiate.

Quant à l'Etat, qui s'est largement désengagé pour laisser la place à cette financiarisation, sa seule priorité se résume à tout faire pour que ce capital financier ne s'effondre pas. Comme le dit l'économiste Daniela Gabor : « *Dans le capitalisme financiarisé, l'Etat fonctionne avec un nouvel impératif : réduire le risque des nouvelles classes d'actifs pour les investisseurs institutionnels, y compris le logement* ».

Une fuite en avant qui ne fait qu'amplifier la crise et conduit au bout du compte à préparer les conditions du krach.

En finir avec le marché et la loi du profit, imposer la planification démocratique

Face au drame des familles à la rue dans un pays aussi riche que la France, des mobilisations ou des réquisitions ont lieu un peu partout contre les expulsions ou les démolitions de logements sociaux.

Elles dénoncent à juste titre à quel point ces lois censées protéger les plus précaires ne sont même pas appliquées aujourd'hui. Le droit au logement opposable (DALO), instauré en 2007 et censé obliger l'Etat à reloger les personnes prioritaires, n'est pas respecté et en Ile-de-France, un tiers des ayants-droits sont toujours en attente.

De même, la loi de réquisition des logements vacants n'est pas appliquée par les préfets alors que l'on compte 330 000 sans-abris dans le pays. Comme le dit le président du groupe Renaissance, Maillard : « *Je suis toujours contre ce principe de réquisition qui de toute façon ne fonctionnera pas* »... Comme quoi, le respect de la loi, c'est à géométrie variable !

On ne peut compter ni sur les institutions, ni sur l'Etat pour garantir le droit à se loger. Ils sont là pour protéger la propriété privée et l'ordre, qu'importe le sort des plus pauvres. La réquisition des logements vides ne peut s'imposer que par en bas, par la mobilisation des premiers

concernés, en recensant les propriétés de ces groupes financiers et en dénonçant sur la place publique ce scandale du logement accaparé par la finance.

A travers ces mobilisations, c'est bien tout le système qu'il s'agit de contester, en portant un programme et des réponses pour l'ensemble du monde du travail. Il n'y a pas de solution pour loger les classes populaires sans remettre en cause la mainmise de ces promoteurs et de ces sociétés immobilières.

Construire des logements sociaux en nombre suffisant signifie planifier démocratiquement en fonction des besoins, en commençant par réquisitionner les terrains nécessaires. L'Etat sait bien le faire pour construire des autoroutes ou des LGV !

Concernant la construction, cela signifie la mise en place d'un service public du logement, qui ne pourra fonctionner sans imposer un monopole bancaire, pour assurer le crédit bon marché nécessaire.

Une telle politique ne peut cohabiter à côté du marché capitaliste et de ces gestionnaires d'actifs financiers. Sortir le logement du marché signifie imposer des mesures autoritaires, en commençant par exproprier ces fonds immobiliers, ces promoteurs ainsi que les banques qui pompent les richesses par les intérêts exorbitants de la dette.

Face au capitalisme qui dépossède la population et expulse les pauvres, expulsions les capitalistes pour imposer une planification démocratique, une autre façon de produire.

Comme l'écrivait Engels : « *aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou toute autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution réside dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence* ».

Laurent Delage